

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 80 - 1^{er} janvier 1980

PRIX : 1 F

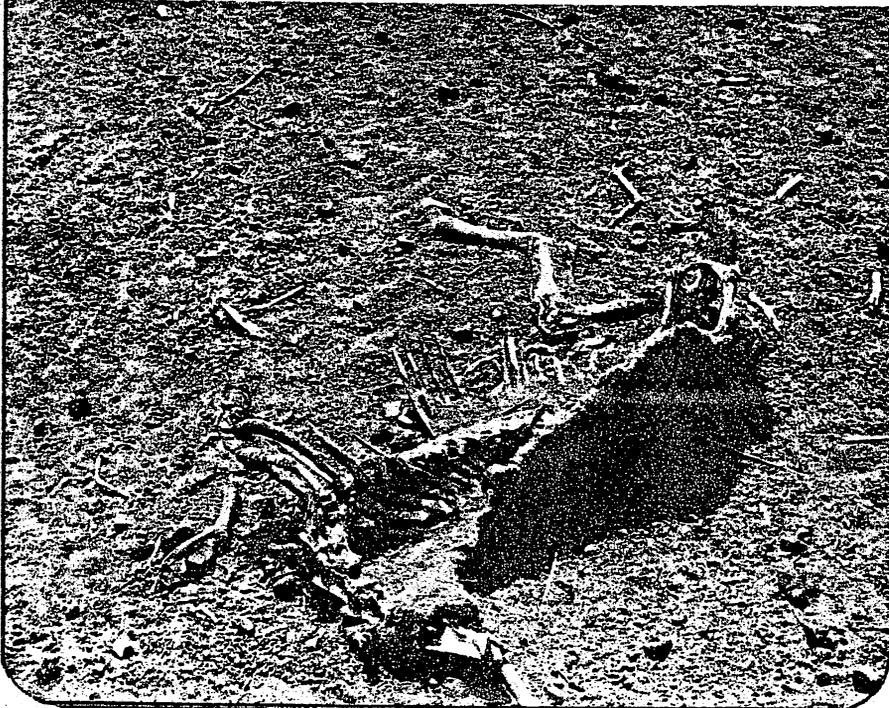
voir le sommaire page 2



SAHEL

la famine

menace les paysans pauvres



mais la nature
n'est pas
la première
responsable

SOMMAIRE

- SAHEL →

- MALI : Moussa Traoré réprime les étudiants en grève

- O M V S : à qui profiteront les projets

- COTE D'IVOIRE : Houphouët ne veut pas de rival

- RHODESIE : vers la fin du régime ségrégationniste

éditorial

SAHEL : LA FAMINE MENACE LES PAYSANS PAUVRES
MAIS LA NATURE N'EST PAS LA PREMIERE
RESPONSABLE

Une fois de plus, plusieurs millions de paysans pauvres risquent de mourir de faim en Afrique de l'ouest, en particulier en Mauritanie, au Mali et au Sénégal.

Ce sont d'abord nos familles restées au pays qui le disent. Cette année encore les pluies ne sont pas tombées en quantité suffisante. De ce fait il n'y a presque pas eu de récoltes.

Le gouvernement de Moussa Traoré a envoyé un de ses ministres à l'ONU pour demander des aides aux pays impérialistes. Le gouvernement de Senghor vient de lancer un appel international publié dans "Le Soleil" du 23 décembre. Le titre de l'article du "Soleil" est significatif : "Venir en aide à 3 millions de ruraux et sauver 400 000 têtes de bétail".

Pour pouvoir faire face à cette situation le gouvernement estime qu'il lui faudrait 265 000 tonnes de céréales pour sauver les ruraux, et 3 milliards de francs CFA pour pallier aux insuffisances du tapis herbacé et des cultures fourragères. Selon les chiffres officiels il faudrait 52 000 tonnes de tourteaux d'arachide et 15 000 tonnes de produits vétérinaires, juste pour empêcher la mort du bétail.

Il s'agit là des besoins officiellement recensés du seul Sénégal. Mais la sécheresse a des conséquences catastrophiques également au Mali ou en Mauritanie.

Ainsi donc, d'une année de sécheresse à une autre, malgré les discours et les promesses, rien ne change. La sécheresse entraîne la famine dans les campagnes sahéliennes. Les villageois ne survivent que grâce aux envois d'argent des parents travaillant en France ou ailleurs. Les villages se dépeuplent, la quantité de bétail se réduit, et l'année suivante, même si la sécheresse ne revient pas, la vie devient un peu plus difficile.

Bien évidemment, nos gouvernants ne font rien. De temps en temps ils se contentent d'un discours, d'un appel à la charité des grands pays. Sans grands résultats d'ailleurs.

Alors que dans les grands pays impérialistes on se plaint des excédents de la production agricole, qui font baisser les prix; on préfère détruire ou dénaturer le surplus plutôt que de l'acheminer vers les régions en

.../...

abonnements

- FRANCE : un an
ordinaire : 12 F
sous pli fermé : 36 F

- AUTRES PAYS :
écrire au journal

- Adresser toute correspondance à :
Combat Ouvrier
BP 145
75 023 Paris cédex
en spécifiant : "pour le PAT".

proie à la famine.

En économie capitaliste on ne produit pas pour satisfaire des besoins mais pour le profit. Et le Sahel affamé n'est pas susceptible de rapporter du profit. D'ailleurs lorsque les pays impérialistes font chichement quelques dons alimentaires, ce sont les ministres et les fonctionnaires qui engloutissent l'essentiel.

Cependant est-ce une fatalité si la famine frappe les campagnes sahéliennes à chaque sécheresse ? Absolument pas. Car s'il y a des hommes qui ont faim en ce moment, ce n'est pas seulement parce qu'il n'y a pas assez de nourriture pour parer au plus pressé, c'est-à-dire pour assurer à chacun au moins un minimum vital. Mais parce que la répartition n'est pas faite en fonction de l'urgence des besoins.

Pour ne citer que cet exemple : dans la région de Kayes, actuellement, le moud de mil vaut 300 F maliens, mais les grands commerçants qui possèdent des stocks refusent de le vendre, car ils attendent que les prix montent à 500 FM.

Et il n'y a pas que les commerçants. Il y a des spéculateurs de toutes sortes -les organismes d'Etat entr'autres- il y a tous ceux qui ont assez d'argent pour stocker, pour accumuler.

Eh bien, dans les périodes de famine, tous les produits alimentaires devraient être également répartis sans privilèges, sans passe-droit. Mais pour que cela se fasse, il est impossible de compter sur les fonctionnaires plus ou moins corrompus d'Etat au service des riches. Il faudrait que les ouvriers, les paysans qui souffrent de la faim, contrôlent eux-mêmes les stocks et leur répartition ; qu'ils réquisitionnent le riz ou le mil de tous ceux qui songent à leurs profits individuels plutôt qu'à la survie de leurs semblables.

Et, au-delà des mesures d'urgence, il est patent que s'il n'y a pas assez de nourriture, ce n'est pas parce qu'il est impossible de faire pousser assez de mil, même pendant les années de sécheresse au Sénégal, au Mali ou en Mauritanie. Mais il faudrait pour cela consacrer plus de terres à la culture vivrière, et moins pour les produits que l'on cultive pour le compte des grandes sociétés d'exportation.

Car plutôt que de réserver les meilleures terres à la culture du coton ou de l'arachide pour les gros profits de Lesieur ou de la CMDT (Compagnie Malienne des Textiles), il serait nécessaire et possible de cultiver de quoi permettre d'assurer au moins une alimentation minimum de toutes les populations.

Quant à vivre réellement mieux, à se rendre complètement indépendant des fléaux naturels habituels, à transformer la production agricole, ce n'est sans doute pas à l'échelle des petits pays comme les nôtres que le problème peut se résoudre.

Car une agriculture vraiment émancipée des caprices de la nature suppose une industrie capable de produire des machines, des canalisations susceptibles d'amener l'eau même loin des puits en profondeur, des engrais ...etc.

Ces moyens industriels n'existent pas à l'échelle du Mali ou du Sénégal. Mais ils existent à l'échelle internationale. Seulement ils sont monopolisés par les capitalistes des pays impérialistes. C'est à eux qu'il est vital d'arracher leur pouvoir économique et politique.

Cela nécessite le renversement de l'ordre capitaliste qui engendre tous ces maux. Cela suppose la révolution prolétarienne à l'échelle mondiale

MALI moussa traoré réprime les étudiants en greve

Une répression sanglante vient de s'abattre sur les élèves et étudiants qui manifestaient leur opposition à la réforme de l'enseignement que le gouvernement de Moussa Traoré voulait leur imposer. Cette réforme que les scolaires refusent, prévoit, entr'autre, un concours sélectif d'entrée dans les grandes écoles, chose qui n'existait pas auparavant.

Face à ces revendications, pourtant modérées et limitées aux seules préoccupations des milieux estudiantins, Moussa Traoré n'a pas hésité à réprimer sauvagement les manifestants. Il y a eu 15 morts selon les étudiants maliens en France qui, en signe de protestation, ont occupé l'ambassade à Paris le 22 décembre.

Auparavant les dictateurs galonnés de Bamako avaient procédé à l'arrestation de 300 jeunes qui croupissent dans les prisons ; récemment 31 autres ont été incorporés de force dans l'armée. Selon certaines informations, toutes les écoles ont été fermées sur ordre de Moussa Traoré. Tout cela, dans le seul but de briser la grève des scolaires.

Quels boucs émissaires Moussa Traoré va-t-il trouver cette fois pour décharger sur eux les nouveaux crimes qu'il vient de commettre ? Il y a quelques mois il prétendait que c'étaient Tiécoro Bagayoko et certains galonnés qui faisaient régner, à son insu, la corruption, les détournements des biens publics et surtout la répression. A l'époque, bien des gens avaient des illusions et prenaient ces mensonges pour la vérité.

Lors de l'annonce de l'arrestation de Tiécoro et d'autres militaires, en février 1978, des milliers de maliens avaient défilé dans les rues en criant "Vive Moussa" et "A bas Tiécoro".
même

Mais aujourd'hui que les Tiécoro et compagnie sont en prison (certains condamnés à mort), Moussa Traoré pourra difficilement prétendre qu'il n'est pas entièrement responsable de la répression. A force de cumuler les postes -de celui de chef de gouvernement à celui de ministre de la défense en passant par celui de ministre de l'Intérieur- il lui serait difficile de faire d'un de ces ministres un bouc émissaire, au cas où les choses tourneraient mal pour lui...

* * * * *

* * * * *

* * *

*

OMVS à qui profiteront les projets ?

Le 12 décembre dernier, réunis au Sénégal, les chefs d'Etat du Mali, du Sénégal et le Premier Ministre Mauritanien ont posé la première pierre du barrage de Diama à une vingtaine de Km de St Louis.

La construction de ce futur barrage fait partie d'une série de grands travaux dans le cadre de l'OMVS (Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal) dont sont membres le Sénégal, le Mali et la Mauritanie.

Ces travaux vont commencer au début de 1980 et dureront 5 à 6 ans selon le projet qui prévoit également la construction d'un second barrage à Manantali (au Mali, en amont du fleuve) qui débutera avant la fin de 1980.

Le barrage de Diama, situé dans le delta, tout près de l'embouchure du fleuve, sera un barrage "anti-sel". Il devrait empêcher l'eau de mer de remonter dans le fleuve lorsque celui-ci est à son niveau le plus bas. L'eau salée remonte en effet jusque dans la région de Dagana, à environ 200 Km de l'embouchure. Elle rend l'eau du fleuve non potable et l'irrigation des terres impossible du fait de sa salinité. Ce barrage permettra également d'irriguer plus de 40 000 hectares de terre au Sénégal.

Le deuxième barrage de Manantali, quant à lui, permettra de régulariser le fleuve afin de le rendre navigable de St Louis à Kayes pendant toute l'année. Il permettra en plus d'irriguer un total d'environ 400 000 hectares dans les trois pays concernés ainsi qu'une production non négligeable d'électricité.

Selon les dires des chefs d'Etat, ce projet est l'espoir des Etat riverains du fleuve Sénégal qui deviendra la "Rhur africaine". Senghor lui-même, lors de son discours inaugural y a vu "un gigantesque ouvrage agro-industriel à planifier sur un demi-siècle" ajoutant que "ce fleuve ne tarira plus, le spectre de la sécheresse disparaîtra à jamais de ce coin du Sahel... les pâturages verdiront à longueur d'années ... etc"

La première pierre est certes posée aujourd'hui, mais il n'est pas dit que les travaux soient terminés selon les délais et les modalités prévus par l'OMVS. Car ce ne sont pas les promesses qui manquent à nos dictateurs. Les différents projets d'aménagements du fleuve existent depuis plusieurs années. Ils remontent même à l'époque coloniale.

En 1935 fut ainsi créée la Mission d'Aménagement du fleuve Sénégal (MAS). Mais ce projet resta sans lendemain parce que, pour les colonialistes, de tels investissements n'étaient pas "rentables" à court terme. Ils étaient beaucoup plus préoccupés à piller les colonies avec le moins d'investissements possible.

Après l'indépendance ces projets furent remis à jour. En 1963 fut créé le Comité Inter-Etats pour l'Aménagement du bassin du Fleuve Sénégal, groupant la Guinée, le Mali, la Mauritanie et le Sénégal. Ce comité deviendra en 1968, Organisation des Etats Riverains du fleuve Sénégal, puis OMVS en 1972, sans la Guinée.

Selon les chiffres officiels des études préliminaires il fallait, en 1973, 180 millions de Dollars US pour construire les deux barrages. Mais du fait de l'inflation, ce chiffre n'a fait qu'augmenter d'année en année.

De 1975 à 1977, les sommes déjà acquises, qui atteignaient 60% du total, sont tombées à 40 %. Le coût est passé de 180 millions de dollars en 1973 à plus de 600 millions aujourd'hui. Les pays membres de l'OMVS ont déjà obtenu à nos jours 500 millions de dollars de prêts venant des grandes banques mondiales, des Etats impérialistes et des pays de l'OPEP, soit environ 110 milliards CFA.

.../...

banques

Les grandes ont, pendant plusieurs années, hésité à financer le projet. Elles étaient plutôt sceptiques quant à la rentabilité du placement (remboursable après 30 à 50 ans), et surtout parce qu'il leur manquait la garantie du remboursement.

Les banques et les grandes sociétés de métallurgie françaises, anglaises et italiennes n'ont pourtant pas hésité lorsqu'il fallait investir 50 milliards de CFA pour exploiter les gisements de fer mauritaniens, quite même à construire des centaines de Km de voie ferrée et des installations portuaires pour exploiter le fer ! Aujourd'hui que les projets de l'OMVS sont garantis par les Etats impérialistes comme la France, qui veillent non seulement à la stabilité des régimes en place, mais qui sont également partie prenante dans le financement des travaux, les banques hésitent moins. Des projets comme ceux de l'OMVS prennent une toute autre valeur. Ils peuvent permettre aux grandes firmes capitalistes de mieux supporter les effets de la crise.

Ainsi les Etats comme la France, le Canada...etc, les grandes banques, sont prêts à financer, voire à garantir les projets de l'OMVS, parce que, en fin de compte, ceux qui s'occuperont de ces projets ce sont des firmes de ces pays et des sociétés que ces mêmes banques contrôlent.

Ainsi, par exemple, un "don" de 45 millions de dollars a été accordé par les précédents pays à l'OMVS pour les travaux préparatoires, les études de terrain...etc. Ces 45 millions de dollars transiteront certes dans les caisses de l'OMVS, mais en définitive, c'est pour retourner en France ou au Canada, dans les caisses des grosses sociétés capitalistes chargées des travaux.

Les travaux n'ont même pas encore commencé, mais déjà les 45 millions de dollars ont été engloutis dans les coffres des sociétés d'études telles que SOGREA, COYNE, BELLIER ...etc pour ce qui concerne la France.

QUE DEVIENDRONT LES TERRES AMENAGEES ? LES PETITS PAYSANS EN PROFITERONT-ILS ?

En supposant même que ces travaux soient terminés comme prévus vers 1985. Qui profitera de ces verts pâturages que les dirigeants de l'OMVS font miroiter ?

Les dictateurs proclament que cela profitera aux paysans de la région et à toute la population des 3 pays. Selon eux, le revenu global de 2 millions d'habitants vivant sur 320 000 KM-carrés du bassin concerné par l'OMVS va augmenter de 80 %. Ils promettent aussi que les 400 000 hectares irrigués seront réservés à la culture de riz, de maïs, de sorgho, de blé de tomates et de plantes fourragères etc... afin que le bassin devienne le "grenier du Sahel" et que la famine disparaisse.

A croire les discours de Senghor, cette région deviendra presque le paradis du Sahel. Derrière tous ces discours et ces images idylliques qu'y-a-t-il ?

Il n'est pas besoin d'attendre que les travaux soient terminés pour savoir ce qui attend les petits paysans. Déjà, de nos jours, au Sénégal les grandes coopératives d'Etat et les grandes sociétés telles que la SAED (Société d'Aménagement et d'Exploitation du Delta) ou la Compagnie Sucrière du Sénégal possèdent à elles seules plusieurs milliers d'hectares de bonnes terres irriguées. La Compagnie Sucrière du Sénégal (appartient en grande partie au groupe Mimran, français) possède déjà plus de 5000 hectares sur les meilleurs endroits du delta. Elle a l'intention, d'ici deux ans, de les porter à 7 300 hectares pour la culture industrielle de la canne à sucre.

La SAED quant à elle, s'est spécialisée dans les cultures industrielles de tomates, de légumes et de riz, toutes destinées à l'exportation. C'est ainsi qu'on trouve dans les supermarchés de Paris des tomates et des haricots verts provenant du Sénégal.

Ce qui intéresse nos dictateurs et l'impérialisme, ce n'est pas le bien de la population. Ils visent avant tout à remplir leurs poches en favorisant les capitalistes.

.../...

D'ailleurs, mêmes s'ils ne renvoient pas de force les petits paysans des bonnes terres, la logique du système capitaliste ne fera que défavoriser les plus pauvres, qui ne peuvent pas faire face aux spéculations sur les terres. Les terres jusque là gratuites, prennent de la valeur, mais pas pour les pauvres ! Le capitalisme s'y introduit sous forme d'entreprises d'Etat comme les coopératives ou de grandes entreprises privées.

Les paysans pauvres seront alors obligés de quitter leur villages pour s'installer très loin des terres fertiles, ou bien pour devenir des ouvriers agricoles. Cela est déjà le cas au delta du Sénégal, comme cela a été le cas en Mauritanie aux environs de Kaïdi où les paysans pauvres ont été expropriés d'une partie de leurs terres nouvellement irriguées, au profit de l'Etat.

Dans les discours des chefs d'Etat il n'est évidemment pas question de chasser les petits paysans. Bien au contraire ! Mais la réalité est tout autre.

L'aménagement de la vallée est certainement une bonne chose, à supposer qu'il soit achevé. Les possibilités techniques existent pour y parvenir. Mais pour que cela soit au profit de tous c'est un autre problème, celui-là politique.

Pour que les pâturages ne verdoient pas uniquement pour les riches, les exploités ont tout intérêt à s'en prendre à ces régimes dont le seul soucis est d'enrichir les riches, avec d'un côté les fermes modèles qui pratiquent une agriculture d'exportation, et de l'autre, les paysans pauvres vivant dans la misère.

* * * * *

COTE D'IVOIRE : Houphouët ne veut pas de rival !

Houphouët a récemment apporté une réponse aux nombreuses rumeurs qui avaient circulé un moment sur sa santé et surtout sur la nomination éventuelle d'un premier ministre qui serait, en fait, son successeur.

Dans son discours à la nation, lors de la fête de l'indépendance, il a notamment déclaré : "Nous avons choisi le régime présidentiel qui exclut, en Côte d'Ivoire, tout poste de premier ministre."

Houphouët ne veut donc pas de premier ministre qui apparaisse comme son successeur. Sa réponse est-elle définitive ? Seul l'avenir nous le dira. Mais il n'a pas totalement fermé la porte puisqu'il a déclaré que la constitution pouvait être modifiée à tout moment selon la situation.

En tout cas il n'y a pas de successeur désigné car la situation ne l'exige pas pour le moment. Et surtout Houphouët Boigny ne veut pas en désigner.

Il vieillit certes, et 20 ans de pouvoir cela use. Mais tout usé qu'il soit, Houphouët n'a pas l'intention d'abandonner le pouvoir et ne veut pas courir le risque de se voir éjecté.

Car quand l'on exerce un pouvoir sans partage, nommer un successeur c'est courir le risque de voir apparaître un rival, le risque de créer un pouvoir à deux têtes, que nos dictateurs ne peuvent admettre.

D'autant plus que cela pourrait faire émerger une personnalité autour de laquelle toutes les oppositions, toutes les rancunes pourraient se cristalliser. Et cette personnalité, profitant de cette situation, pourrait s'imposer définitivement. Car, après tout, des exemples où le successeur désigné n'a pas attendu le départ de l'autre pour prendre sa place ne manquent pas dans l'histoire.

Mais il existe aussi des exemples où des dictateurs, des tyrans, malgré tous leurs moyens, n'ont pu se maintenir au pouvoir, parce que les populations laborieuses en avaient décidé autrement.

RHODESIE

vers la fin du régime ségrégationniste

Le 21 décembre dernier un accord a été signé entre l'Angleterre, le régime Muzerewa-Smith et le Front Patriotique de Robert Mugabe et de Joshua Nkomo. Un cessez-le-feu devrait entrer en vigueur le 4 janvier pour préparer les élections qui sont prévues pour la deuxième quinzaine de février 1980 sous la surveillance du gouverneur anglais Lord Soames, épaulé par 1 200 soldats anglais et autres.

Faisant suite à près de 15 ans de régime ségrégationniste et de déplacements forcés de populations noires, et 7 ans de guerillas, ces accords ont été qualifiés de "miracles" par la presse africaine. D'aucuns ont même parlé de "victoire" : drôle de victoire pour les africains que le retour du drapeau colonial anglais flottant sur la Rhodésie !

Mais ces accords ne sont que la conséquence de la lutte armée justement. C'est elle qui a conduit l'impérialisme anglais et américain à trouver une solution de rechange au système de ségrégation raciale en vigueur depuis 1965.

UN SYSTEME QUI S'EST CONSOLIDE AVEC L'ACCEPTATION DE L'IMPERIALISME

Convoitée à cause de ses fabuleuses richesses minières, la Rhodésie était une propriété d'une société minière anglaise depuis 1889, puis colonie de l'Angleterre en 1923.

Après la deuxième guerre mondiale, les peuples colonisés ont eu un réveil nationaliste. Certains, comme les indochinois, les malgaches, les algériens ou les Mau-Mau du Kenya ont même déclenché une lutte armée. Les puissances coloniales, voyant qu'elles n'avaient pas les moyens de contenir les aspirations des peuples à l'indépendance, ont préféré décoloniser pour sauver ce qui est essentiel pour elles : l'exploitation capitaliste.

Dans les pays où les populations ont lutté les armes à la main, le pouvoir est revenu à ceux qui ont dirigé ces luttes. Ailleurs, c'est-à-dire dans la majorité des pays d'Afrique Noire, la France, comme l'Angleterre ont devancé le mouvement, pour mettre tre au pouvoir des autochtones à leur solde.

En commençant en 1957 par le Ghana, la plupart des pays africains ont acquis l'indépendance au début des années 60, sauf les colonies portugaises et la Rhodésie.

La Rhodésie a été une exception car il y avait une population relativement importante de petits blancs qui tiraient des privilèges notables par le simple fait qu'ils étaient blancs et qu'ils avaient en charge le maintien de l'ordre dans ce pays.

Si les grands trust ne perdaient pas grand-chose au passage des colonies à l'indépendance, les petits blancs, eux, y ayant à perdre ne l'ont pas accepté et ont mené leur politique propre - dans une certaine mesure contre le volonté de l'Angleterre. Ils ont donc proclamé unilatéralement l'indépendance de la Rhodésie en 1965. Il s'agissait bien sûr de l'indépendance pour eux, 250 000 blancs, mais pas pour 4 millions d'Africains (6 millions maintenant selon certains).

Cependant l'Angleterre a laissé faire car les blancs semblaient tenir la situation en main. Pour sauver la face, les pays capitalistes ont mis en place un boycott officiel. Mais il est de notoriété publique que c'était un faux blocus.

DE LA GUERRILLA AUX NEGOCIATIONS DE LONDRES

L'ignoble système ségrégationniste a tenu quelques années, mais il a réveillé une lutte de guerilla depuis 1972.

Si le Sud de l'Afrique était une exception dans la vague de décolonisation

.../...

des années 60, le vent a tourné en 1974. La lutte armée faisait rage dans les colonies portugaises. Le Mozambique et l'Angola sont devenus indépendants (1975). En 1976 éclataient les formidables explosions de révoltes à Soweto. Le sud de l'Afrique est devenu un point chaud conduisant l'impérialisme à changer le fusil d'épaule en Rhodésie où les petits blancs ne faisaient plus le poids pour maintenir l'ordre.

Cette volonté de l'impérialisme a été officialisée en 1976. Kissinger, puis plus tard Andrew Young, annonçaient qu'ils étaient partisans de donner le droit de vote aux africains ; ce qui était un démenti absolu au système de ségrégation raciale.

Contrairement à ses déclarations, Ian Smith a admis le droit de vote pour les africains et l'arrivée au gouvernement des dirigeants comme Muzorewa. Pour négocier en meilleure position, le régime raciste intensifia les bombardements sur les "zones rebelles". (Le massacre du village de Chimoyo a fait 500 morts en un raid d'une heure).

Car, même contraint d'abdiquer de leurs privilèges raciaux, les petits blancs n'étaient pas pressés. D'abord parce que tout délai supplémentaire leur permet de tirer des profits supplémentaires. Il faut songer que dans ce pays un investissement peut être largement amorti en 2 ou 3 ans. Ensuite, marchander peut donner aux petits blancs des garanties supplémentaires de la part des puissances impérialistes : des indemnisations pour ceux qui partent, par exemple .

Les dirigeants anglais, quant à eux, n'avaient pas de raison de forcer la main à Ian Smith : il y a mille et un liens entre eux et leurs homologues rhodésiens, ne serait-ce que les liens entre gens d'une même tradition et souvent de mêmes familles.

Mais cela n'a rien changé à la volonté de lutte de dizaines de milliers de noirs qui ne veulent plus accepter le régime raciste. Bien au contraire. De plus en plus de régions connaissent l'insécurité. Au point que certains planteurs blancs prenaient leur petit déjeuner avec leur fusil sur les genoux !

La solution Muzorewa n'ayant rien donné, Smith a accepté de composer avec le Front Patriotique.

UN COMPROMIS FRAGILE

Est-ce une solution définitive ? personne n'en sait rien. Il est cependant significatif que, jusqu'aux derniers jours des négociations, l'armée rhodésienne ait pilonné les villages soupçonnés d'abriter des guerilleros africains.

Mugabe -qui est aux premières loges- affirmait récemment : "Nous avons donné notre parole de respecter le cessez-le-feu et nous ferons tout pour qu'il le soit", mais "beaucoup dépend des forces rhodésiennes" dont "l'histoire est faite de massacres.(...) Nous ne pouvons nous bercer d'illusions à leur égard."

En tous cas les organisations nationalistes marchent.

Quelle sera l'attitude du nouveau régime vis-à-vis des privilèges des petits blancs ? Là aussi, rien n'est joué. Nkomo et Mugabé ont accepté d'être leurs garants. C'est pour cette raison qu'ils ont accepté le principe du vote séparé et l'octroi de 20 sièges sur les 100 du parlement aux blancs. C'est, en quelque sorte, la figuration politique des privilèges matériels des blancs. Leur revenu moyen par tête est de 6 000 dollars tandis que celui des noirs est de 150 dollars.

On peut dorénavant et déjà dire qu'avec l'application des nouveaux accords, le régime ségrégationniste en tant que tel aura cessé d'exister. Au régime ségrégationniste succèdera un régime qui représentera un peu plus les intérêts de la bourgeoisie africaine, un peu -ou beaucoup- moins les intérêts et privilèges des petits blancs, mais toujours les intérêts de l'impérialisme.

Mais même le fait de liquider les dernières séquelles de la ségrégation dans la vie quotidienne ne dépendra pas de Mugabé ou de Nkomo mais de la volonté de lutte de la population africaine.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.